



RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DOCUMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Mai 2018

Les documents de développement économique sont établis par les pays membres au terme de larges consultations avec les parties prenantes et les partenaires au développement. Ils décrivent les politiques macroéconomiques, structurelles et sociales visant à promouvoir la croissance et à faire reculer la pauvreté, ainsi que les besoins de financements extérieurs y afférents et les principales sources de financement. Le présent document se rapportant à la République Islamique de Mauritanie est affiché sur le site Internet du FMI avec l'accord du pays membre, au bénéfice des usagers de ce site.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington

République Islamique de Mauritanie

Ministère de l'Économie
et des Finances

Banque Centrale de
Mauritanie

Nouakchott, le 9 mai 2018

Madame Christine Lagarde
Directrice générale
Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 États-Unis

Madame la Directrice générale,

Nous avons le plaisir de vous faire part, ci-joint, du document de développement économique (DDE) qui donne un aperçu de notre Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) pour 2016-2030, publiée en 2017 et approuvée par le conseil des ministres en janvier 2018 et par le parlement en avril 2018. Nous espérons que cette version plus succincte du document original de 325 pages répondra aux exigences liées aux financements concessionnels du FMI dans le cadre de la première revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit, approuvé par le conseil d'administration du FMI le 6 décembre 2017.

La SCAPP intègre les enseignements tirés de notre précédente stratégie pour la période 2001-2015 et dresse le bilan des mesures de réduction de la pauvreté mises en œuvre en Mauritanie. D'après nos analyses, la croissance a été inégale et très dépendante des cycles des prix des produits de base. La réduction de la pauvreté s'est donc accélérée entre 2010 et 2013, en raison des prix élevés enregistrés au cours de cette période mais cette progression n'a pas été la même dans toutes les régions. Les investissements élevés dans les infrastructures ont permis d'améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau, surtout dans les zones urbaines. Toutefois, l'économie est restée fortement dépendante des ressources naturelles et les emplois créés n'ont pas suffi à absorber la croissance de la population active. Les progrès ont été lents en matière de développement du capital humain, surtout dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'égalité des genres.

Sur la base de ces enseignements, nous avons élaboré une nouvelle stratégie pour une croissance accélérée et plus inclusive. Notre objectif est de stimuler la croissance et l'emploi, de réduire les inégalités, d'éradiquer l'extrême pauvreté et, surtout, de réduire de moitié la pauvreté globale en accélérant la transformation structurelle de notre économie et en réformant les politiques sociales.

Pour y parvenir, notre stratégie s'articule autour de trois piliers, comme l'indique le DDE :

- Premièrement, nous cherchons à favoriser une croissance plus élevée, durable et inclusive et à créer des emplois dans les secteurs qui présentent un potentiel élevé pour l'emploi et la

croissance tels que l'agriculture, les activités pastorales et la pêche. Nous avons aussi l'intention d'améliorer les infrastructures publiques, de promouvoir le développement du secteur privé en améliorant le climat des affaires, de développer les partenariats public-privé, d'élargir l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers et de favoriser l'investissement direct étranger.

- Deuxièmement, nous comptons développer notre capital humain et améliorer l'accès aux services sociaux de base. La stratégie visera en priorité l'accès et la qualité de l'éducation, la formation professionnelle et la santé.
- Troisièmement, nous entendons renforcer la gouvernance. Sur le plan économique, une nouvelle loi organique des finances renforcera la transparence et la responsabilisation, alors que les statistiques seront améliorées pour permettre des politiques plus avisées. Nous renforcerons le système judiciaire et consacrerons nos efforts à la lutte contre la corruption. Une stratégie nationale pour promouvoir l'égalité des genres sera lancée.

Afin de garantir le plein succès de notre stratégie de développement, nous avons consulté toutes les parties concernées, y compris le secteur privé, les chercheurs universitaires, les jeunes et les femmes, les membres de la diaspora et les bailleurs de fonds. Leurs observations ont été prises en compte dans la SCAPP avant son adoption par le gouvernement.

La SCAPP sera mise en œuvre à travers des plans quinquennaux. Le premier, couvrant la période 2016-2020, visera à consolider la stabilité macroéconomique, à accroître les capacités de production dans la transformation des ressources naturelles et à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour améliorer le climat des affaires et promouvoir le rôle du secteur privé. Pour que ce plan soit couronné de succès, nous avons conçu une feuille de route détaillée et élaboré un cadre institutionnel afin de suivre de près sa mise en œuvre et son état d'avancement. Le programme économique et financier appuyé par le FMI s'inscrit dans le droit fil de ce plan.

Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration avec les équipes du FMI afin de réaliser les objectifs présentés dans ce DDE.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de notre plus haute considération.

/s/
Mr. El Moctar Djay
Ministre de l'Economie et des Finances

/s/
Mr. Abdel Aziz Dahi
Gouverneur de la Banque Centrale

Pièce jointe : Document de Développement Économique (DDE).

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

DOCUMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

AVRIL 2018

**I. RÉSUMÉ EXECUTIF DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE
PROSPÉRITÉ PARTAGÉE**

**II. PRESENTATION DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE
PROSPÉRITÉ PARTAGÉE**

**I. RÉSUMÉ EXECUTIF DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE PROSPÉRITÉ
PARTAGÉE**

RÉSUMÉ EXECUTIF DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) élaborée par le Gouvernement mauritanien, suite à l'achèvement du CSLP (2001-2015), couvre la période 2016-2030 qui correspond à celle de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le processus de formulation de cette stratégie a été marqué par la participation des différents acteurs concernés, notamment les Comités Techniques Sectoriels au niveau des départements ministériels (CTS), des représentants des administrations déconcentrées, des représentants des élus nationaux et locaux, de la société civile, du secteur privé, des universitaires, des jeunes et des femmes, des mauritaniens à l'Etranger, de personnes ressources ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Suite à ce processus, deux volumes ont été élaborés : (i) Diagnostic social, économique, institutionnel et environnemental du Pays ; et (ii) Orientations Stratégiques et Plan d'actions 2016-2020 de la SCAPP.

Les principales conclusions et orientations qui se dégagent de ces deux volumes sont décrites ci-dessous.

Diagnostic social, économique, institutionnel et environnemental

1. Un diagnostic exhaustif et objectif de la situation socioéconomique, institutionnelle et environnementale a été établi. Il a permis d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et contraintes pour en tenir compte dans la formulation de la SCAPP qui vise à impulser une croissance forte, inclusive, durable, créatrice d'emplois au service d'un développement social et d'une gouvernance meilleure.
2. L'évaluation du CSLP (2001-2015) a fait ressortir des acquis majeurs dont la stabilisation macroéconomique qui a permis, dans un environnement international souvent difficile, de rétablir les grands équilibres macro-financiers. Dans ce cadre, le taux moyen annuel de croissance a été de 4,5%, l'inflation a été contenue à moins de 5 % en moyenne, et la situation budgétaire marquée par un fort accroissement des recettes liées aux industries extractives. Ainsi, durant les six dernières années, les recettes intérieures de l'Etat ont presque doublé, suite aux efforts continus de mobilisation de ressources.
3. Dans ce contexte, le taux de pauvreté a enregistré une diminution continue sur la période (51% en 2001, 46,70 % en 2004, 42% en 2008 et 31 % en 2014). Cette réduction, accélérée entre 2008 et 2014, a été accompagnée pour la première fois par la baisse du nombre absolu de pauvres qui est passé de 1,4 millions à moins de 1,1 millions et ce malgré l'évolution démographique.
4. En outre, l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie de développement du secteur privé, a permis la réalisation d'un grand nombre de réformes ayant contribué à l'amélioration du

climat des affaires, et partant, du classement international de notre pays selon l'indice « Doing business ».

5. De plus, d'importants investissements ont été réalisés dans le domaine des infrastructures sanitaires (construction, réhabilitation et équipement d'hôpitaux, création d'écoles de santé), en particulier au cours des cinq dernières années, ce qui a permis d'enregistrer des succès au niveau de la lutte contre la maladie, (VIH/SIDA, épidémies, tuberculose et paludisme).

6. Pour ce qui est de l'éducation, des progrès sensibles ont été enregistrés en matière d'accès, à la faveur de la mise en œuvre de programmes importants de construction et d'extension d'écoles et de collèges de proximité. Concomitamment, l'enseignement technique et professionnel a fait l'objet d'un effort particulier qui a permis de tripler ses capacités d'accueil. De même, des efforts importants ont été fournis pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'enseignement supérieur quant à lui, a connu la mise en place de nouveaux établissements universitaires et d'écoles spécialisées, ce qui a permis une meilleure professionnalisation et un doublement de ses effectifs.

7. Sur le plan de la gouvernance, plusieurs réformes constitutionnelles ont été mises en œuvre suite à des concertations entre les divers acteurs et qui ont conduit à un changement profond du paysage institutionnel. Au niveau des finances publiques, des réformes ont été mises en œuvre et ont permis une amélioration substantielle du rendement de l'administration fiscale et la rationalisation de la gestion des dépenses publiques. De même, une stratégie de lutte contre la corruption a été adoptée et sa mise en œuvre a permis, notamment un changement des mentalités vis-à-vis des deniers publics. A cela s'ajoute la réforme en profondeur de l'état civil et l'introduction de la biométrie.

8. Malgré ces avancées, des défis réels demeurent, dont notamment la faible diversification de l'économie, les capacités insuffisantes du secteur privé, la faiblesse des ressources humaines, l'accès limité aux services de santé primaire en général et de la santé maternelle et infantile en particulier. A cela s'ajoutent les défis liés à la qualité de l'éducation et l'inadéquation de la formation avec les besoins du marché de l'emploi, ce qui handicape l'emploi des jeunes et les rend plus exposés à l'extrémisme. Aussi, des efforts restent à consentir en matière de lutte contre la pauvreté, de renforcement de la cohésion sociale, de protection sociale, d'accès aux services de base (eau potable, électricité...), notamment en milieu rural. D'autres défis demeurent en matière de gouvernance environnementale, notamment de réduction des risques de catastrophes et de menaces liées aux changements climatiques et au développement du secteur des hydrocarbures en milieu marin. Pour faire face à ces défis, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) sera mise en œuvre au cours des prochaines années selon la vision, les objectifs et le plan d'actions proposés ci-après.

Vision, objectifs et plan d'actions de la SCAPP

9. La vision d'avenir, intitulée « La Mauritanie que nous voulons en 2030 », est fondée sur les valeurs de l'Islam sunnite et tolérant, de la cohésion et de la paix sociales, de l'équité et de la solidarité, de l'unité nationale, de la justice et de la démocratie, de la transparence et des droits de l'Homme dans un cadre de bonne gouvernance. Elle vise à réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable, en vue de satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens et leur assurer un mieux-être.

10. Pour y parvenir, trois leviers convergents constituent les objectifs stratégiques retenus pour assurer cette croissance, à même de réaliser une prospérité profitable à tous :

- **Levier stratégique 1 : Promouvoir une croissance forte, durable et inclusive**

11. Il s'agit de créer les conditions d'une croissance économique forte, durable et inclusive à travers des transformations structurelles de l'économie et de la société qui favorisent : a) l'émergence et le renforcement de secteurs créateurs de richesses et d'emplois à même d'assurer l'inclusion sociale et de satisfaire la demande interne, notamment à travers l'initiative privée et l'innovation, et b) l'amélioration des capacités d'exportation du pays et de son attraction pour les Investissements Directs Etrangers (IDE).

- **Levier stratégique 2 : Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base**

12. Ce levier vise en particulier à développer le capital humain à travers le relèvement de la qualité et de l'accès à l'éducation et à la santé et aux autres services sociaux de base ainsi que le renforcement de la protection sociale.

- **Levier stratégique 3 : Renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions**

13. La gouvernance sera renforcée, notamment à travers la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie, la cohésion sociale et l'équité, la sécurité, et le respect des droits humains, l'efficacité de la gestion économique, financière et environnementale, ainsi que l'approfondissement de la décentralisation.

14. Cette vision est à la fois ambitieuse et réaliste. A ce titre, le premier quinquennat de la SCAPP, tout en consolidant les acquis, parachèvera les chantiers en cours et jettera les bases d'une Mauritanie nouvelle, avec un climat politique apaisé, la mise en place des infrastructures de soutien à la croissance et des conditions meilleures d'exploitation des ressources naturelles. Dans ce contexte, seront entreprises des actions pour l'achèvement des réformes nécessaires en vue de l'amélioration du climat des affaires et la promotion du secteur privé. Au cours de cette période, la croissance économique se situera en moyenne autour de 5% par an. Le capital humain sera engagé sur la voie de la transformation. Durant le deuxième quinquennat, l'économie sera plus diversifiée et plus compétitive, avec un taux de croissance réel se situant en

moyenne autour de 10% par an et des ressources humaines plus compétentes et mieux motivées. Le 3ème quinquennat consacrerait une Mauritanie qui aura changé de visage. La croissance économique atteindra des taux de plus de 12%, grâce à une économie plus compétitive et plus inclusive, transformée à la faveur d'une accumulation de capital productif, d'une diminution de la part de l'économie informelle et d'une plus grande résilience.

15. Les trois leviers de la SCAPP s'articulent au niveau du premier plan d'actions (2016-2020) autour de 15 chantiers stratégiques, déclinés en 59 interventions prioritaires à mener sous forme de réformes, de programmes, de projets ou d'actions significatives. Le coût de financement de ce plan d'action s'élève à 10,5 milliards USD. La partie à mobiliser de ce montant s'élève à 5,5 milliards de dollars qui viendraient s'ajouter à un montant de 3 milliards de dollars déjà disponibles, soit 8,5 milliards de dollars auxquels s'ajouteraient 2 milliards de dollars, à mobiliser au titre des projets en mode d'exécution Partenariat Public-Privé (PPP).

II. PRESENTATION DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Ministère de l'Économie et des Finances



Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030)



PLAN DE LA PRÉSENTATION

- I. Un processus largement participatif**
- II. Diagnostic social, économique, institutionnel et environnemental**
- III. Vision de la SCAPP : la Mauritanie que nous voulons en 2030**
- IV. Objectifs, leviers stratégiques et transformations structurelles**
- V. Plan d'actions prioritaire 2016-2020**
- VI. Cadrage macroéconomique**
- VII. Suivi –évaluation**
- VIII. Risques**

I. Un processus largement participatif

Acteurs:

Administrations centrales, déconcentrées et décentralisées , Elus nationaux et locaux, Société civile, secteur privé, universitaires, réseaux des femmes et des jeunes, centrales syndicales et les Partenaires Techniques et financiers;

Et pour la première fois, les mauritaniens de l'étranger ont été associés.

Partage et validation

A travers des ateliers interrégionaux et un atelier national ainsi que des réunions des instances compétentes (Comité technique de lutte contre la Pauvreté, Comité Elargi de Concertation (CEC) et le présent Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté (CILP)).

II. Diagnostic social, économique, institutionnel et environnemental

A. La Dynamique Sociale : Bilan, Forces, Faiblesses, Défis et Opportunités

Population

- ⊗ Espérance de vie : de 40 ans en 1960 à 60,3 ans en 2014
- ⊗ Près du 1/3 de la pop vit à Nouakchott
- ⊗ Fenêtre d'opportunité ouverte depuis 1988

Emploi

- ⊗ Importance du secteur informel dans l'économie.
- ⊗ Taux de chômage : 12,8% en 2014

Pauvreté

- ⊗ La pauvreté a reculé : 51% en 2001 à 42 % en 2008 et 31% en 2014 (recul de 11 pts en six ans !)
- ⊗ Entre 2008 et 2014, pour la 1ère fois: baisse de 1,4 à moins de 1,1 millions de pauvres

A. La Dynamique Sociale : Bilan, Forces, Faiblesses, Défis et Opportunités (Suite)

Education

- ⊗ Des progrès sensibles en matière d'accès: programmes importants de construction et d'extension dans tous les niveaux et ordres d'enseignement.
- ⊗ Parité genre atteinte au fondamental seulement
- ⊗ Qualité du système à améliorer.

Santé

- ⊗ Accès amélioré (Investissements importants surtout ces cinq dernières années: hôpitaux, écoles, centres, postes)
- ⊗ Des succès au niveau de la lutte contre la maladie, (VIH/SIDA, épidémies, tuberculose et paludisme).
- ⊗ Mais niveau encore élevé de la mortalité maternelle et infantile

Eau

- ⊗ Amélioration de l'accès à l'eau potable (Dhar, Aftout Essahli, Aftout Echerghi,) ce qui a permis de porter le taux d'accès de la population à une source d'eau potable à 58,3% en 2008 (EPCV) à 65,4% en 2014 (EPCV2014)

Energie

- ⊗ Production d'électricité : 475 millions KW en 2007 à 749 millions KW en 2015
- ⊗ Accès à l'électricité amélioré (38,8%) avec des disparités entre les milieux urbain (76,9%) et rural (2,3%).

Transport

- ⊗ Transports : linéaire des routes bitumées, de 1760 km en 2001 à 3069 km en 2010 puis à 4867 km en 2014
- ⊗ Infrastructures importantes construites, dans les domaines portuaire (extension du PANPA et du port de Nouadhibou, Tanit, etc), aéroportuaire (nouvel aéroport international de Nouakchott)

Disparités spatiales et de genre

- ⊗ Pauvreté : 49% au Tagant et Guidimagha contre 14% à Nktt et Nouadhibou
- ⊗ Revenus : femmes : 27% contre hommes : 73%

II. Diagnostic (suite)

B. La Dynamique Economique : Bilan, Forces, Faiblesses, Défis et Opportunités



- ⊗ Stabilisation macroéconomique
- ⊗ Croissance moyenne de 4,5% (2001-2015), à 5,2% (2011-2015)

- ⊗ Tissu économique peu diversifié
- ⊗ Croissance peu créatrice d'emplois
- ⊗ Faible niveau d'épargne
- ⊗ Prédominance du secteur informel

- ⊗ Nouveaux codes, Promotion du Secteur privé, Lutte contre la corruption, Réformes DB
- ⊗ Contraintes : Accès au financement, Coûts des facteurs

- ⊗ Viabilité budgétaire, la rationalisation des dépenses, Elargissement de l'assiette
- ⊗ Contraintes : Risque de surendettement, dépendance aux ressources extractives

- ⊗ Axée sur la maîtrise de l'inflation (5%), Capitalisation relative des banques
- ⊗ Contraintes : Provisionnement insuffisant des créances compromises, Faible bancarisation de l'économie

II. Diagnostic (suite)

C. La Gouvernance et les Institutions, la Paix et la Sécurité

Etat de droit, droits humains et justice

- ⊗ Dialogue politique
- ⊗ Elections transparentes
- ⊗ Etat civil biométrique

Les Libertés Publiques

- ⊗ Meilleur classement 2016 en matière de lib d'expression
- ⊗ Evolutions dans la communication et la liberté de presse

Consolidation de l'unité nationale et Protection sociale

- ⊗ Adoption de textes contre l'esclavage et ses séquelles
- ⊗ Indemnisation des victimes du passif humanitaire
- ⊗ Activités de TADAMOUN

Société Civile et contrôle Citoyen SC et contrôle citoyen de l'Action Publique

- ⊗ Stratégie nationale de promotion de la SC
- ⊗ Adhésion de la Mauritanie au Partenariat Mondial pour la Responsabilité Sociale (GPSA)

Aménagement du territoire, Développement local et Décentralisation

- ⊗ Plus grande décentralisation et déconcentration des activités de développement
- ⊗ Nouvel organigramme
- ⊗ Déséquilibres territoriaux : l'essentiel des activités éco sont concentrés dans 4 villes

Gouvernance Environnementale

- ⊗ Meilleure coordination
- ⊗ Intégration des risques liés aux changements climatiques

II. Diagnostic (suite et fin)

D. Conclusions du Diagnostic et Leçons tirées pour les choix stratégiques

Défis à relever

- ◆ Diversification de l'économie
- ◆ Renforcement des capacités des ressources humaines et modernisation de l'administration
- ◆ Adéquation de l'éducation et de la formation avec les besoins du marché de l'emploi
 - Accès limité aux services de santé primaire en général et de la santé maternelle et infantile
- ◆ Emploi des jeunes et lutte contre l'extrémisme
- ◆ Cohésion et protection sociales
- ◆ Consolidation des acquis en matière de gouvernance
- ◆ Lutte contre les menaces environnementales (réduction des risques de catastrophes et de menaces liées aux changements climatiques).



Fondements de la SCAPP

La SCAPP tiendra compte des enseignements tirés de la mise en œuvre du CSLP pour pallier aux insuffisances et relever les défis du développement économique du pays, notamment obtenir les résultats les plus rapides en matière de dynamisation de la croissance et de création des facteurs les plus favorables à son inclusivité et sa durabilité

E. Quelques indicateurs et grandeurs clés

Secteur	Indicateur	Année	Valeur	Évolution/commentaire
Croissance économique	Taux moyen annuel	2012-2015	5,3%	Sur toute la période 2001-2015, il est de 4,5 %
Finances publiques	Budget de l'Etat	2016	460 milliards	en 2008 , il était de 240 milliards (doublement en huit ans)
Investissements publics	Part de l'investissement public dans le budget	2015	43%	Contre 23 % en 2009, soit un doublement en six ans)
Climat des affaires	Classement Doing Business	les deux dernières années	Bond de 16 points	En terme de création d'entreprise: + 91 points.
Pauvreté	Incidence de la pauvreté	2014	31%	42% en 2008 , 46% en 2004 et 51% en 2000
Lutte contre la corruption	Indice de Perception de la Corruption	2015	112 ^{ème} place	En 2011 : 143 ^{ème} place

Quelques indicateurs et grandeurs clés (suite)

Secteur	Indicateur	Année	Valeur	Évolution/commentaire
Education	TBS au fondamental	2013	72,4%	contre 68,4% en 2000 et 44,7% en 1988, selon les données RGPH.
	TBS au secondaire	2013	30,9%	contre 24,2% en 2000
FTP	Nombre d'inscrits	2014	7602	Contre 1902 en 2004, soit un taux d'accroissement moyen annuel de près de 15%.

III. Vision de la SCAPP: *La Mauritanie que nous voulons en 2030*

- *La vision voulue par les mauritaniens, issue de larges consultations nationales, est fondée sur **les valeurs** de :*

⊗ l'islam sunnite et tolérant

⊗ la cohésion et la paix sociales

⊗ l'équité et la solidarité

⊗ l'unité nationale

⊗ la justice et la démocratie

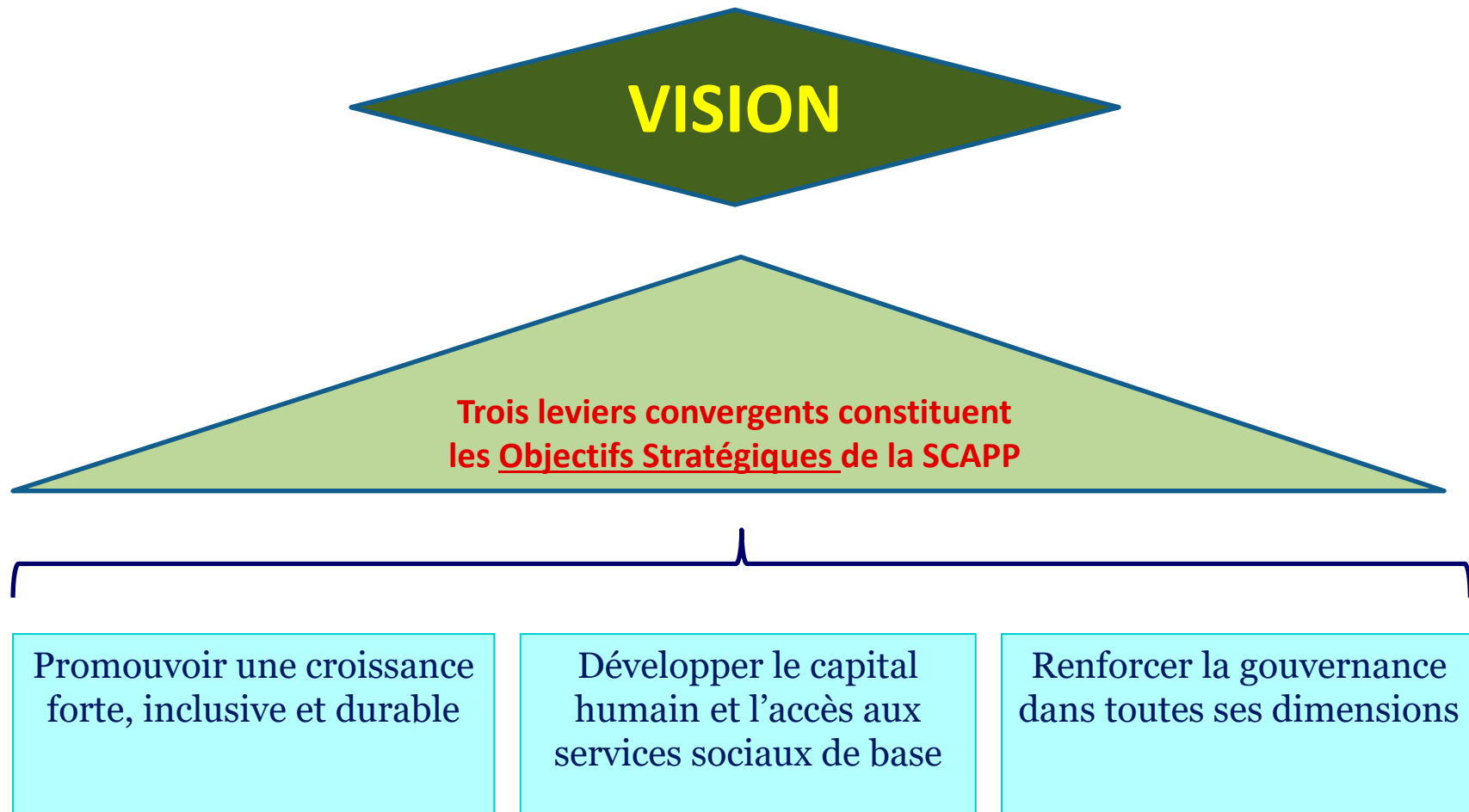
⊗ la transparence et les droits de l'Homme



- *La vision consiste à réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable, en vue de satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens et leur accès au mieux-être dans un cadre de bonne gouvernance et tenant compte de l'Agenda de Développement 2030 (ODD)*

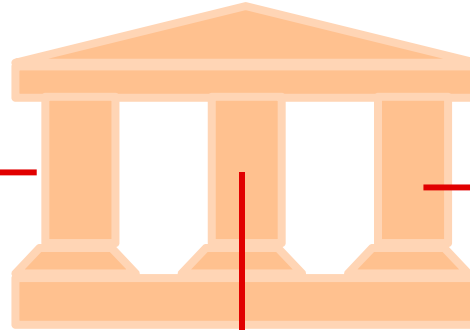
IV. Objectifs, Leviers stratégiques et Transformations structurelles

A. Objectifs Stratégiques



IV. Objectifs, Leviers stratégiques et Transformations structurelles (suite)

B. Leviers Stratégiques



Promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable

Créer les conditions d'une croissance économique forte, durable et inclusive à travers des transformations structurelles qui favorisent a) l'émergence et le renforcement de secteurs créateurs de richesses et d'emplois à même d'assurer l'inclusion sociale et de satisfaire la demande interne, notamment à travers l'initiative privée et l'innovation b) l'amélioration des capacités d'exportation et d'attraction des investissements directs étrangers.

Développement du capital humain et accès aux services de base

Ce levier vise en particulier à développer le capital humain à travers le relèvement de la qualité de l'éducation et de la santé, l'accès élargi aux autres services sociaux de base et le renforcement de la protection sociale.

SCAPP

Renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions

Les différentes dimensions de la gouvernance seront renforcées, notamment à travers la consolidation de l'Etat de droit et la démocratie, la cohésion sociale et l'équité, la sécurité, et le respect des droits humains, l'efficacité de la gestion économique, financière et environnementale ainsi que l'approfondissement de la décentralisation.

13

IV. Objectifs, Leviers stratégiques et Transformations structurelles (suite)

C. Transformations structurelles attendues

La SCAPP sera mise en œuvre à travers 3 plans d'action quinquennaux :



Un climat politique apaisé
Consolidation des acquis avec le parachèvement des chantiers en cours,
Mise en place des infrastructures de soutien à la croissance et des conditions d'exploitation des ressources naturelles végétales et minières, soutenue par l'achèvement des réformes nécessaires pour l'amélioration du climat des affaires et la promotion du rôle du secteur privé.
Croissance économique en moyenne autour de 5% par an.
Le capital humain sera engagé sur la voie de la transformation



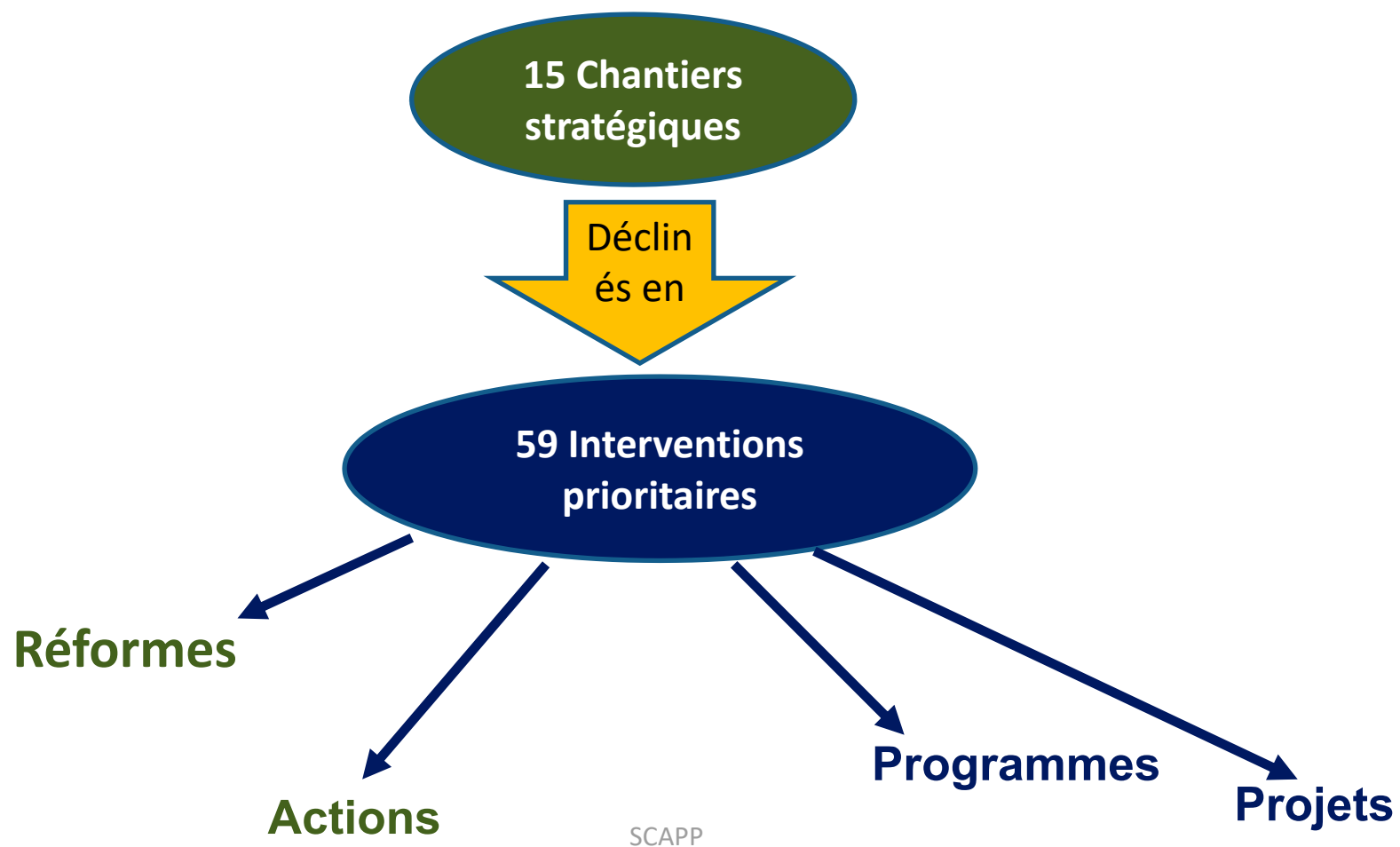
Economie sera plus diversifiée et plus compétitive,
Taux de croissance réel en moyenne autour de 10% par an
Ressources humaines plus compétentes et mieux motivées



Croissance économique atteindra des taux de plus de 12%,
Economie plus compétitive et plus inclusive, transformée en faveur d'une accumulation de capital productif
Diminution de la part de l'économie informelle
Une plus grande résilience.

V. Le plan d'actions prioritaire 2016-2020 et ses chantiers stratégiques

Les trois leviers de la SCAPP s'articulent au niveau du premier plan d'actions (2016-2020) autour de :



VI. Cadrage macroéconomique et budgétaire

Deux scénarii possibles pour la trajectoire de l'économie mauritanienne au cours du 1^{er} plan quinquennal de la SCAPP :

Scénario tendanciel de base

Projections sont basées sur des hypothèses prudentes

Croissance économique réelle : 5% en moyenne entre 2016 et 2020

Taux d'inflation 4,2%

Déficit des transactions courantes : 12,7% du PIB en 2016, puis amélioration progressive à 7,8% du PIB en moyenne sur la période 2017-2020

Déficit budgétaire hors dons : 2,6% du PIB non extractif en 2016, puis amélioration à 1% du PIB hors extractif sur la période 2017-2020

Scénario volontariste (SCAPP)

Vision réaliste basée sur les progrès

Scénario volontariste: renforcement du potentiel économique, consolidation des réformes structurelles et mise en œuvre des stratégies de développement

Rétablissement de la cohérence entre le cadre macroéconomique et les stratégies sectorielles
Accélération des investissements du quinquennat focalisé sur les secteurs productifs à forte inclusivité : secteur rural, activités manufacturières, BTP et services publics et privés

Cadrage macroéconomique et budgétaire (suite)

Impact sur l'emploi

Année	Création additionnelle nette totale d'emplois (pour le total des gains de croissance du PIB)
2016	16 122
2017	14 525
2018	41 839
2019	9 672
2020	17 732
Total sur la période 2016-2020	99 890

Cadrage macroéconomique et budgétaire (suite)

Impact sur la pauvreté

Indicateur	Période	
Taux de pauvreté monétaire	2014	31,0%
Nombre de pauvres	2014	1 096 000
Baisse escomptée moyenne annuelle de la population en dessous du seuil de pauvreté pour le total des gains de croissance du PIB de plus durant le quinquennat 2016-2020	2020/2014	31 565
Baisse escomptée totale de la population en dessous du seuil de pauvreté pour le total des gains de croissance du PIB de plus durant la période 2016-2020	2020/2014	157 825
Nbr. Habitants	2013	3 537.368
Projections démographiques Nbr. Habitants	2020	3. 959. 432
Taux de pauvreté attendu	(2020)	23,6%

Cadrage macroéconomique et budgétaire (suite)

Coûts et financements

- ◆ Le coût du premier plan d'action s'élève à 10,5 milliards USD dont :
 - 5,5 milliards \$ à mobiliser
 - 3 milliards \$ déjà disponible
 - 2 milliards \$ à mobiliser au titre des projets en mode d'exécution PPP
- ◆ Coûts détaillés des interventions et projets : voir tableau 1

VII. Suivi et Évaluation de la SCAPP

**Dispositif de
suivi et
évaluation**

Dispositif Institutionnel

**Outils, instruments du système de suivi et
d'évaluation (SSE) et flux d'information**

**Produits attendus du système de suivi évaluation
de la SCAPP**

Outils et produits du Système de Suivi et d'Évaluation (SSE)

OUTILS DU SSE

- Matrice des indicateurs
- Documentation des indicateurs (Métadonnées)
- Application informatique et Base de données de suivi
- Site web de diffusion des progrès de la SCAPP

PRODUITS DU SSE

Niveau national

- Rapport annuel de mise en œuvre de la SCAPP (Assises nationales)
- Dossiers de presse
- Evaluation du Plan d'Action

Niveau sectoriel

- Notes semestrielles de mise en œuvre sectorielles
- Revues Sectorielles annuelles

Niveau régional

- Rapport annuel de mise en œuvre de la SCRAPP
- Revue régionale annuelle

VIII. Risques de mise en œuvre

Situation sécuritaire dans la sous-région du sahel

Conséquences des changements climatiques, sécheresses et autres catastrophes naturelles

Chocs économiques externes liés aux secteurs extérieurs (demande et prix mondiaux)

Raréfaction des capitaux au niveau international pour démarrer des projets miniers et d'infrastructures

Table 1: Plan d'actions prioritaires 2016-2020 selon les coûts et l'état du financement

	Coût en milliards d'UM		
	Disponible	A rechercher	Total
LEVIER 1: Promotion d'une croissance forte, inclusive et durable	856.97	2257.25	3114.22
1. Chantier stratégique de promotion d'une croissance plus diversifiée des secteurs porteurs	155.97	670.15	826.12
1.1. Promotion d'une agriculture à la fois productive, compétitive et durable	76	116	192
1.2. Développement des filières animales compétitives et gestion durable du système d'élevage extensif	49	73	122
1.3. Préservation du patrimoine halieutique et environnemental marin et intégration accrue du secteur de la pêche dans l'économie nationale et mondiale	30	466	496
1.4. Renforcement de la promotion et la mise en valeur du potentiel minier et pétrolier	0.97	1.65	2.62
1.5. Impulsion au secteur industriel	0	7	7
1.6. Promotion du commerce et consolidation des conditions d'un fonctionnement équilibré et transparent des marchés	0	2	2
1.7. Redynamisation et développement de l'activité touristique	0	3	3
1.8. Promotion d'un artisanat créatif, conservateur de mémoire et générateur de revenus et d'emplois décents	0	1.5	1.5
2. Chantier stratégique de la promotion du secteur privé et de l'amélioration de la pratique des affaires	0	275.10	275.10
2.1. Accélération des réformes engagées pour l'amélioration du climat et de la pratique des affaires	0	12.77	12.77
2.2. Renforcement du partenariat public-privé	0	231.9	231.9
2.3. Promotion d'un secteur financier solide et inclusif	0	17.43	17.43
2.4. Développement de l'investissement privé et des investissements directs étrangers (financement pris en compte dans le chantier 2,1 du levier 2)	0	0	0
2.5. Promotion de la création des PME	0	13	13
3. Chantier stratégique de renforcement des infrastructures de soutien à la croissance	701.0	1,312.0	2,013.0
3.1. Garantir à la disponibilité de services énergétiques à un coût abordable aux unités économiques	260.0	153.0	413.0
3.2. Renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports	296.0	898.0	1,194
3.3. Développement du secteur de l'hydraulique (AEP)	135	215	350
3.4. Promotion de l'innovation et de technologies de l'information et de la communication	10	46.0	56
LEVIER 2: Développement du capital humain et l'accès aux services sociaux de base	223.07	384.71	607.78
1. Chantier stratégique de relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle	25.9	130.1	156
1.1. Garantir à tous une éducation de base, de 10 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité	10	12	22
1.2 Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire			
1.3. Améliorer la gouvernance du secteur éducatif			

1.5. Développer la formation technique et professionnelle	12	68	80
1.6. Promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme	0.9	10.1	11
2. Chantier stratégique d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé	169.67	75.33	245
2.1. Améliorer la Gouvernance du secteur de la santé	18.3	4.1	22.4
2.2. Promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme	151.37	71.23	222.6
3. Chantier stratégique de l'emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, de la culture et du sport	3	114.78	117.78
3.1. Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous	0	74.78	74.78
3.2. Promotion de la culture, de la jeunesse et des sports	3	40	43
4. Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables	24.5	64.5	89
4.1. Protection sociale, égalité genre, enfance et famille	6.5	10.5	17
4.2. Approvisionnement en eau potable et accès aux services d'assainissement (le financement est pries en compte dans le chantier 3,3 du levier 1)	0	0	0
4.3. Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures (le financement est pris en compte dans le chantier 3,1 du levier 1)	0	0	0
4.4. Développement des secteurs des bâtiments et de l'habitat	18	54	72
LEVIER 3: Renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions	61.65	266.12	327.77
1. Chantier stratégique Amelioration de la Gouvernance Politique, la cohésion sociale, la paix et la sécurité	27.79	67.19	94.98
1.1. Amélioration de la gouvernance politique	5	0	5
1.2. Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité	5	17	22
1.3. Construction durable de la paix et de la cohésion sociale	11.53	46.79	58.32
1.4. Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent	0.6	3.4	4
1.5. Gestion des migrations	5.65	0	5.65
2. Chantier de la consolidation de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice	3.01	38.87	41.88
2.1. Améliorer le contrôle citoyen de l'action publique	0	6	6
2.2. Renforcer la justice	2.55	30	32.55
2.3. Développer les droits humains	0.46	2.87	3.33
3. Chantier stratégique de la capture du dividende démographique	4.5	4.5	9
3.1. Engagement politique en faveur du dividende démographique	1.5	1.5	3
3.2. ccélération des politiques en faveur du dividende démographique	3	3	6
4. Chantier de promotion de la participation citoyenne des femmes et la lutte contre les discriminations basées sur le genre	3.23	4.67	7.9
4.1. Promotion de la participation citoyenne des femmes	0.03	1.47	1.5
4.2. Lutte contre les discriminations basées sur le genre	3.2	3.2	6.4
5. Chantier du relevement de la qualité de l'administration publique	2.02	18.78	20.8
5.1. Optimisation de l'administration publique	0.01	0.09	0.1
5.2. Amélioration de la gestion du personnel de l'Etat			
5.3. Développement de l'Administration et des services électroniques	2.01	18.09	20.1
5.4. Planification, coordination, suivi -évaluation de la SCAPP	0	0.6	0.6
6. Chantier d'une meilleure gouvernance économique et financière	0	1.15	1.15
6.1. Renforcement des processus institutionnels et de la gouvernance du secteur public en vue de réduire le risque de surendettement	0	0.04	0.04
6.2. Amélioration de la gestion des finances publiques	0	0.02	0.02
6.3. Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence	0	0.05	0.05
6.4. Gouvernance économique	0	0.05	0.05
6.5. Environnement des affaires	0	1	1
7. Chantier stratégique du développement local et de la décentralisation	21.10	88.94	110.04
7.1. Renforcement de la politique de décentralisation	21	79	100

7.2. Réactualisation de la politique de l'aménagement du territoire	0.10	9.94	10.04
8. Chantier d'une meilleure gouvernance environnementale, de gestion rationnelle des ressources naturelles et de réduction des risques de désastres	0	42.03	42.03
8.1. Politique intégrée d'exploitation des écosystèmes	0	6.35	6.35
8.2. Préservation et valorisation des ressources naturelles			
8.3. Protection des villes côtières contre les risques d'incursion marine et les inondations	0	35.68	35.68
Total Général (en milliards MRO)	1,141.68	2,908.09	4,049.77
Total Général (en milliards dollars US)	2.95	7.52	10.48
Pourcentage	28.2%	71.8%	100%
Dont Projets PPP en milliards MRO		773.05	773.05
Dont Projets PPP en milliards dollars US		2	2
Total Général hors PPP (en milliards MRO)	1,141.68	2,135.04	3,276.72
Total Général hors PPP (en milliards dollars US)	2.954	5.524	8.478
Pourcentage	34.84%	65.16%	100%